



61, quai de Paludate
33800 Bordeaux

ASSOCIATION BEL ORME

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2025

ASSOCIATION BEL ORME

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901
Siège social : 67 rue de Bel Orme 33000 Bordeaux

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2025

A l'assemblée générale de l'ASSOCIATION BEL ORME,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION BEL ORME relatifs à l'exercice clos le 31 août 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} septembre 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les paragraphes « 4. Engagement retraite » et « 5. Changements comptables » de la note « II. Principes, règles et méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels qui exposent le changement de méthode comptable relatif à la comptabilisation, pour la première fois dans les comptes annuels, de la provision pour indemnité de départ en retraite des salariés.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Forvis Mazars SA

Bordeaux, le 22 janvier 2026

DocuSigned by:
Jeanne FONTAN
0D089B22D979402...

Jeanne FONTAN

Associée



BILAN COMPTE DE RESULTAT ANNEXE

EXERCICE 2024/2025

SOMMAIRE

I. INFORMATIONS GENERALES

- 1) Identification
- 2) Faits marquants de l'exercice
- 3) Evénements postérieurs à la clôture

II. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

- 1) Durée et dates de l'exercice comptable
- 2) Référentiel comptable
- 3) Dérogations aux principes et méthodes comptables
- 4) Engagement retraite
- 5) Changements comptables

III. BILAN ET COMPTES DE RESULTAT

IV. NOTES SUR LE BILAN

- 1) Immobilisations incorporelles et corporelles
- 2) Dépréciations d'éléments d'actif
- 3) Echéance des créances et des dettes
- 4) Emprunts
- 5) Fonds propres
- 6) Subventions d'investissement
- 7) Provisions
- 8) Fonds dédiés

V. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

- 1) Méthode retenue pour la comptabilisation des cotisations
- 2) Informations sur les concours publics et les subventions
- 3) Ventilation des produits
- 4) Effectif employé pendant l'exercice
- 5) Rémunération des dirigeants
- 6) Honoraires des commissaires aux comptes
- 7) Rattachement des charges et des produits à l'exercice
- 8) Charges et produits exceptionnels

VI. AUTRES INFORMATIONS

- 1) Informations sur les conventions règlementées
- 2) Engagements retraite
- 3) Engagements pris en matière de crédit-bail
- 4) Contributions volontaires en nature

TABLEAUX

(en complément des notes sur le bilan et le compte de résultat)

TABLEAU I	Tableau des mouvements des immobilisations
TABLEAU II	Tableau des mouvements des amortissements
TABLEAU III	Tableau des mouvements des dépréciations d'éléments d'actif
TABLEAU IV	Tableau des échéances des créances et des dettes
TABLEAU V	Tableau des emprunts
TABLEAU VI	Tableau de variation des fonds propres et évolution
TABLEAU VII	Tableaux de suivi des subventions d'investissement
TABLEAU VIII	Tableau des mouvements des provisions
TABLEAU IX	Tableau des mouvements des fonds dédiés
TABLEAU X	Tableau de détail des concours publics et subventions
TABLEAU XI	Tableau de ventilation des produits
TABLEAU XII	Tableau des effectifs
TABLEAU XIII	Tableau des engagements pris en matière de crédit-bail

I. INFORMATIONS GENERALES

1) Identification :

Dénomination : Association Bel Orme 67 rue de Bel Orme 33000 Bordeaux

Statut : Association de la loi du 1^{er} juillet 1901, déclarée à la Préfecture le 17 juillet 1953 - Immatriculée sous le n°57-38, dont la constitution est parue au Journal Officiel du 25 juillet 1953

Objet social :

- la gestion de l'Etablissement scolaire dénommé : Lycée Technologique et Professionnel Privé Bel Orme et Enseignement supérieur Campus Bel Orme,
- la gestion de la structure multi-accueil d'application : Crèche Les Câlines d'Orme,
- la gestion de la structure de formation professionnelle continue pour adultes : Centre de Formation Cap Orme.

2) Faits marquants de l'exercice :

- Signature d'un accord d'entreprise sur la participation de l'employeur à la Complémentaire santé obligatoire le 12/12/2024 : prise en charge à hauteur de 75% de la cotisation de base (au lieu de 50% actuellement) applicable au 01/01/2025
- Décision Unilatérale de l'employeur relative au versement de la PPV le 30/06/2025 conditionnée au résultat de l'exercice 2023/2024 (voté en CA du 03/10/24) avec une modulation en fonction de l'ancienneté des salariés
- Mise en place d'un Plan Epargne Retraite d'entreprise collectif avec un versement initial de l'Association Bel Orme d'un montant de 600 € à chaque salarié présent au 1er septembre 2025
- Signature d'un nouvel Accord d'entreprise sur la mise en place du forfait mobilités durables : 30 € par mois si utilisation quotidienne d'un mode de transport durable
- Prolongation Contrat Electricité ENGIE et Gaz de Bordeaux par Contrat EnergiC du Cèdre Échéance 31/12/2028
- Qualiopi : Audit de renouvellement le 14 octobre 2024 : Nouvelle Certification Qualiopi pour la période du 13/12/2024 au 12/12/2027
- Contrôle sécurité sanitaire des aliments le 03/12/2024 et le 12/04/2025 avec Mise en demeure pour non-conformités majeures et moyennes. Nouvelle visite le 16/09/2025. Toujours en cours.
- Contrôle CAF effectué le 23/01/2025 par rapport à la convention PSU 2023/2024 du 07/02/2023 : Avis de conformité sans réserve

3) Evènements postérieurs à la clôture :

- Pas d'événement marquant postérieur à la clôture

II. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

1) Durée et dates de l'exercice comptable :

L'exercice clos a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} septembre 2024 au 31 août 2025.

2) Référentiel comptable :

Les comptes annuels de l'exercice clos au 31 août 2025 ont été établis conformément aux dispositions réglementaires en vigueur (rèlements ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 modifié relatif au plan comptable général et n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif) et en appliquant la nomenclature comptable de l'Enseignement catholique associé à l'Etat par contrat (édition 2023) définie et publiée par la Fnogec (Fédération nationale des organismes de gestion des établissements de l'Enseignement catholique).

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

3) Dérogations aux principes et méthodes comptables :

Il n'y a pas de dérogations aux principes et méthodes comptables sur cet exercice

4) Engagement retraite :

Au cours de l'exercice, l'Association a procédé pour la première fois à la comptabilisation d'une provision pour indemnités de départ à la retraite (IDR) au bénéfice de ses salariés. Conformément au Règlement ANC 2018-06 relatif aux comptes des organismes sans but lucratif, l'association a évalué son engagement selon une méthode actuarielle, en prenant en compte notamment l'ancienneté, le taux de rotation du personnel, l'âge de départ et un taux d'actualisation approprié. Jusqu'à présent, cet engagement n'était pas comptabilisé et figurait uniquement en information hors bilan.

5) Changements comptables :

Ce changement de méthode a été adopté afin d’améliorer la fiabilité, la transparence et la sincérité de l’information financière, en reflétant les engagements sociaux futurs de l’association envers ses salariés conformément au principe de meilleure information.

L’application de cette nouvelle méthode conduit à constater une provision pour engagement de retraite d’un montant de : 161 KE
L’impact sur le bilan est sur les provisions pour risques et charges et sur le résultat net du compte de résultat.

III. BILAN ET COMPTE DE RESULTAT

BILAN - ACTIF Exercice du 01/09/2024 au 31/08/2025				
BILAN - ACTIF (selon ANC 2018-06)	Exercice 2024/2025			Exercice 2023/2024
	Brut	Amort. et dépr.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, brevets, licences, marques, logiciels			- €	- €
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	11 652 574,51 €	9 708 367,96 €	1 944 206,55 €	1 973 042,52 €
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations techniques, matériel outill. indus.	394 525,40 €	340 211,33 €	54 314,07 €	92 509,37 €
Autres immobilisations corporelles	585 250,03 €	512 942,24 €	72 307,79 €	80 258,27 €
Immobilisations corporelles en cours	210 377,29 €		210 377,29 €	232 530,23 €
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations grevées de droit (prêt à usage)				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	795,00 €		795,00 €	780,00 €
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres		- €	- €	- €
Total I	12 843 522,23 €	10 561 521,53 €	2 282 000,70 €	2 379 120,39 €
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Avances et acomptes versés sur commandes	2 259,04 €		2 259,04 €	703,00 €
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	170 464,14 €	12 429,89 €	158 034,25 €	291 248,18 €
Créances reçues par legs ou donations				
Personnel et organismes sociaux	602,15 €		602,15 €	559,13 €
Etat et autres collectivités publiques				
Autres	391 707,00 €		391 707,00 €	494 832,23 €
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	2 719 933,66 €		2 719 933,66 €	2 379 631,58 €
Charges constatées d'avance	66 301,13 €		66 301,13 €	48 251,04 €
Total II	3 351 267,12 €	12 429,89 €	3 338 837,23 €	3 215 225,16 €
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	16 194 789,35 €	10 573 951,42 €	5 620 837,93 €	5 594 345,55 €

BILAN - PASSIF Exercice du 01/09/2024 au 31/08/2025

BILAN - PASSIF (selon ANC 2018-06)	Exercice 2024/2025	Exercice 2023/2024
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise	2 577 596,48 €	2 403 177,28 €
Valeur du patrimoine intégré		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Report à nouveau		
Excédent ou déficit de l'exercice	182 232,44 €	174 419,20 €
Subventions d'investissement	403 847,15 €	366 685,43 €
Provisions réglementées		
Droits des propriétaires (prêt à usage)		
Total I	3 163 676,07 €	2 944 281,91 €
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	1 059 623,14 €	1 155 244,63 €
Total II	1 059 623,14 €	1 155 244,63 €
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	160 784,00 €	
Total III	160 784,00 €	- €
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	308 280,02 €	395 269,91 €
Emprunts et dettes financières diverses	236 666,34 €	281 698,51 €
Avances et acomptes reçus		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	85 320,88 €	129 662,71 €
Dettes fiscales et sociales	97 925,99 €	122 600,53 €
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	114 899,69 €	138 607,16 €
Autres dettes	213 991,65 €	219 225,20 €
Produits constatés d'avance	179 670,15 €	207 754,99 €
Total IV	1 236 754,72 €	1 494 819,01 €
Ecart de conversion passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	5 620 837,93 €	5 594 345,55 €

COMPTE DE RESULTAT Exercice du 01/09/2024 au 31/08/2025

COMPTE DE RESULTAT (selon ANC 2018-06)	Exercice 2024/2025	Exercice 2023/2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	1 376,00 €	1 272,00 €
Ventes de biens et services	44 640,41 €	57 550,20 €
Ventes de produits et marchandises, travaux, études	1 779 457,51 €	1 757 304,80 €
Participation des familles		
Produits des activités annexes		
Concours publics et subventions d'exploitation	2 030 360,26 €	1 927 209,64 €
Participations de l'Etat et des collectivités publiques		
Subventions d'exploitation		
Reprises sur amort., dépr., prov. Transferts charges	11 114,50 €	31 230,70 €
Utilisations des fonds dédiés	95 621,49 €	112 505,77 €
Autres produits	748,18 €	759,25 €
Total I	3 963 318,35 €	3 887 832,36 €
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	39 753,51 €	51 950,30 €
Achats de matières premières et autres appro.		
Autres achats et charges externes	1 463 476,91 €	1 491 916,55 €
Impôts, taxes et versements assimilés	151 548,90 €	140 350,22 €
Salaires et traitements	1 229 745,84 €	1 236 376,60 €
Charges sociales	519 854,59 €	505 849,53 €
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	6 955,96 €	2 213,85 €
Dotations aux amortissements des immobilisations	369 318,85 €	412 686,83 €
Dotations aux provisions pour risques et charges	160 784,00 €	
Autres charges	5 138,14 €	4 637,51 €
Total II	3 946 576,70 €	3 845 981,39 €
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	16 741,65 €	41 850,97 €
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés	50 475,20 €	46 998,66 €
Total III	50 475,20 €	46 998,66 €
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	1 162,50 €	1 385,48 €
Total IV	1 162,50 €	1 385,48 €
2 - RESULTAT FINANCIER (III - IV)	49 312,70 €	45 613,18 €
3 - RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	66 054,35 €	87 464,15 €
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	18 021,20 €	13 042,41 €
Sur opérations en capital	107 900,62 €	96 029,39 €
Total V	125 921,82 €	109 071,80 €
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		13 946,75 €
Total VI	- €	13 946,75 €
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	125 921,82 €	95 125,05 €
Impôts sur les bénéfices	9 743,73 €	8 170,00 €
Total des produits (I + III + V)	4 139 715,37 €	4 043 902,82 €
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	3 957 482,93 €	3 869 483,62 €
5 - EXCEDENT OU DEFICIT	182 232,44 €	174 419,20 €

IV. NOTES SUR LE BILAN :

1) Immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires.

Les frais d'acquisition des immobilisations sont inclus dans le coût d'acquisition des immobilisations. Ils comprennent les droits de mutation, honoraires, commissions et frais d'actes liés à l'acquisition de l'immobilisation.

Il n'y a pas eu de réévaluation de l'ensemble des immobilisations corporelles et financières (Art. 122-1 du règlement ANC n° 2018-06).

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES IMMOBILISATIONS (TABLEAU I)

IMMOBILISATIONS			Valeur brute des immobilisations à l'ouverture de l'exercice	Augmentations (acquisitions et apports)	Augmentations (par réévaluation)	Diminutions (cessions et mises au rebut)	Virements de poste à poste	Valeur brute des immobilisations à la clôture de l'exercice	Valeur d'origine des immobilisations réévaluées
INCORPORELLES	205100	LOGICIELS INFORMATIQUES	16 822,20 €			16 822,20 €		- 0,00 €	
		TOTAL I	16 822,20 €	- €	- €		- €	16 822,20 €	- €
CORPORELLES	214100	CONSTRUCTION SUR SOL D'AUTRUI	4 023 890,46 €					4 023 890,46 €	
	214500	INSTALLATIONS GENERALES AGENCEMENTS AMENAGEMENTS	7 433 083,23 €	220 380,76 €		24 779,94 €		7 628 684,05 €	
	215400	MATERIEL INDUSTRIEL	283 424,57 €					283 424,57 €	
	215600	MATERIEL PEDAGOGIQUE	158 335,19 €			47 234,36 €		111 100,83 €	
	218300	MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE	633 349,68 €	53 216,34 €		284 906,96 €		401 659,06 €	
	218400	MOBILIER	162 850,97 €	20 740,00 €				183 590,97 €	
	231500	IMMOBILISATIONS EN COURS	232 530,23 €	210 377,29 €			- 232 530,23 €	210 377,29 €	
		TOTAL II	12 927 464,33 €	504 714,39 €	- €	356 921,26 €	- 232 530,23 €	12 842 727,23 €	- €
FINANCIERES	261000	TITRES DE PARTICIPATION	780,00 €	15,00 €				795,00 €	
	275000	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS VERSES	- €					- €	
		TOTAL III	780,00 €	15,00 €	- €	- €	- €	795,00 €	- €
		TOTAL I+II+III	12 945 066,53 €	504 729,39 €	- €	373 743,46 €	- 232 530,23 €	12 843 522,23 €	- €

Les amortissements pour dépréciation sont pratiqués suivant le mode linéaire en fonction de la durée réelle d'utilisation des immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité ou de la durée d'usage prévue.

Les bâtiments font l'objet d'une décomposition, chaque composant suivant un plan d'amortissement qui lui est propre.

Durées d'amortissement pratiquées :

- Constructions de 15 à 30 ans
- Agencement et aménagement des constructions de 5 à 15 ans
- Installations techniques de 5 à 15 ans
- Matériels et outillages industriels de 3 à 10 ans
- Matériel de Bureau de 3 à 10 ans
- Mobilier de 3 à 10 ans

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS (TABLEAU II)

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES			Montant des amortissements à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises	Virements de poste à poste	Montant des amortissements à la clôture de l'exercice	Amortissements supplémentaires sur immobilisations réévaluées
INCORPORELLES	280510	AMORTISSEMENTS LOGICIELS	16 822,20 €		16 822,20 €		- €	
	TOTAL I		16 822,20 €	- €	16 822,20 €	- €	- €	- €
	281410	AMORTISSEMENTS CONSTRUCTION SUR SOL D'AUTRUI	2 523 741,53 €	107 924,55 €			2 631 666,08 €	
CORPORELLES	281450	AMORTISSEMENTS INSTALLATIONS GENERALES AGENCEMENTS	6 960 189,64 €	141 292,18 €	24 779,94 €		7 076 701,88 €	
	281540	AMORTISSEMENTS MATERIEL INDUSTRIEL	208 896,18 €	33 454,02 €			242 350,20 €	
	281560	AMORTISSEMENTS MATERIEL PEDAGOGIQUE	140 354,21 €	4 741,28 €	47 234,36 €		97 861,13 €	
	281830	AMORTISSEMENTS MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE	560 356,11 €	67 728,73 €	284 906,96 €		343 177,88 €	
	281840	AMORTISSEMENTS MOBILIER	155 586,27 €	14 178,09 €			169 764,36 €	
	TOTAL II		10 549 123,94 €	369 318,85 €	356 921,26 €	- €	10 561 521,53 €	- €
	TOTAL I + II		10 565 946,14 €	369 318,85 €	373 743,46 €	- €	10 561 521,53 €	- €

2) Dépréciations d'éléments d'actif :

La provision pour créances douteuses des comptes familles est calculée de manière individuelle sur le montant des créances en contentieux, à hauteur de 50%, 75% ou 100%.

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES DEPRECIATIONS D'ELEMENTS D'ACTIF (TABLEAU III)

OBJET DES DEPRECIATIONS			Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Montant à la clôture de l'exercice
DEPRECIATIONS	Immobilisations :	• Incorporelles				
		• Corporelles				
		• Financières				
	Stocks et en-cours					
	Créances clients et usagers (familles, élèves)		5 924,43 €	6 955,96 €	450,50 €	12 429,89 €
	Autres créances					
	Valeurs mobilières de placement					
TOTAL		5 924,43 €	6 955,96 €	450,50 €	12 429,89 €	
DOTATIONS ET REPRISES	d'exploitation					
	financières					
	exceptionnelles					

3) Echéance des créances et des dettes :**TABLEAU DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES (TABLEAU IV)**

CREANCES		MONTANT brut à la clôture de l'exercice (en €)	ECHEANCE	
			≤ 1 an	> 1 an
Créances de l'actif immobilisé :				
261000	TITRES DE PARTICIPATION	795,00 €		795,00 €
275000	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS VERSES			- €
Sous-total créances de l'actif immobilisé		795,00 €		795,00 €
Créances de l'actif circulant :				
409100	FOURNISSEURS AVANCES ET ACOMPTES	2 259,04 €	2 259,04 €	
409700	FOURNISSEURS AVOIR A RECEVOIR	496,20 €	496,20 €	
411	FAMILLES ELEVES ETUDIANTS	9 726,38 €	9 726,38 €	
412	AUTRES CLIENTS USAGERS ADHERENTS	133 471,75 €	133 471,75 €	
416000	CREANCES DOUTEUSES	24 859,76 €	24 859,76 €	
418000	PRODUITS NON ENCORE FACTURES	2 406,26 €	2 406,26 €	
422000	COMITE SOCIAL ET ECONOMIQUE	13 762,05 €	13 762,05 €	
425000	PERSONNEL – AVANCES ET ACOMPTES	2 976,65 €	2 976,65 €	
437210	COMPLEMENTAIRE SANTE OCIAINE	602,15 €	602,15 €	
441000	SUBVENTIONS A RECEVOIR	9 065,00 €	9 065,00 €	
441120	SUBVENTION INVESTISSEMENT CONSEIL REGIONAL	308 279,92 €	69 351,21 €	238 928,71 €
441180	SUBVENTION INVESTISSEMENT FDI	46 200,00 €	14 200,00 €	32 000,00 €
467600	AUTRES COMPTES DEBITEURS DIVERS		- €	
468700	AUTRES PRODUITS A RECEVOIR	10 927,18 €	10 927,18 €	
Sous-total créances de l'actif circulant		565 032,34 €	294 103,63 €	270 928,71 €
TOTAL CREANCES		565 827,34 €	294 103,63 €	271 723,71 €

DETTE		MONTANT brut à la clôture de l'exercice (en €)	ECHEANCE		
			≤ 1 an	> 1 an et ≤ 5 ans	> 5 ans
164000	EMPRUNTS CONVENTIONS CR	308 280,02 €	69 351,21 €	230 097,81 €	8 831,00 €
168000	EMPRUNTS FONDS PROPRES	236 666,34 €	40 000,08 €	160 000,32 €	36 665,94 €
401	FOURNISSEURS	57 664,49 €	57 664,49 €		
402	COMMUNAUTE	18,40 €	18,40 €		
404100	FOURNISSEURS IMMOBILISATION	114 899,69 €	114 899,69 €		
408100	FOURNISSEURS FACTURE NON PARVENUE	27 637,99 €	27 637,99 €		
419150	ACOMPTES SUR EXERCICES SUIVANTS	138 020,00 €	138 020,00 €		
421000	PERSONNEL - REMUNERATION DUE	1 055,23 €	1 055,23 €		
422000	COMITE SOCIAL ET ECONOMIQUE	- €	- €		
431000	URSSAF	42 838,00 €	42 838,00 €		
437200	COMPLEMENTAIRE SANTE HARMONIE	1 587,00 €	1 587,00 €		
437210	COMPLEMENTAIRE SANTE OCIAE	- €	- €		
437310	RETRAITE HUMANIS	12 430,93 €	12 430,93 €		
437320	PREVOYANCE AG2R	2 588,56 €	2 588,56 €		
437330	PREVOYANCE CHORUM	587,46 €	587,46 €		
438600	AUTRES CHARGES A PAYER	10 298,81 €	10 298,81 €		
442100	PRELEVEMENTS A LA SOURCE (IMPOT SUR LE REVENUE)	4 026,00 €	4 026,00 €		
444500	IS PERSONNES MORALES A BUT NON LUCRATIF	16 015,00 €	16 015,00 €		
447110	TAXE SUR LES SALAIRES	6 499,00 €	6 499,00 €		
454300	ASSOCIATION SPORTIVE BO	2 731,41 €	2 731,41 €		
454320	BOUTIQUE	1 438,99 €	1 438,99 €		
467100	FONDS DE SOLIDARITE	13 169,01 €	13 169,01 €		
467700	AUTRES COMPTES CREDITEURS DIVERS	51 031,24 €	51 031,24 €		
468600	AUTRES CHARGES A PAYER	7 601,00 €	7 601,00 €		
487810	TAXE D'APPRENTISSAGE COLLECTEE A AFFECTER	- €	- €		
TOTAL DETTES		1 057 084,57 €	621 489,50 €	390 098,13 €	45 496,94 €

4) Emprunts :

TABLEAU DES EMPRUNTS (TABLEAU V)

Compte	Libellé	Code	Organisme	Année	Dernière échéance	Durée	Montant	Taux	Subv.	Capital restant du au 31/08/2025	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts subventionnés													
164120	EMPRUNT CE 220 KE	7	Caisse Epargne	2010	06/02/2029	15 ans	220 000 €	4,15%	Oui				
164140	EMPRUNT CE 210 KE	9	Caisse Epargne	2012	06/11/2031	15 ans	210 000 €	3,85%	Oui	52 014,68 €	16 687,49 €	35 327,19 €	
164150	EMPRUNT CE 210 KE	10	Caisse Epargne	2013	06/12/2032	15 ans	210 000 €	2,67%	Oui	64 343,60 €	15 455,81 €	48 887,79 €	
164160	EMPRUNT CE 188 KE	13	Caisse Epargne	2014	16/10/2033	15 ans	188 000 €	2,30%	Oui	69 910,99 €	13 353,64 €	56 557,35 €	
164170	EMPRUNT SG 120 KE	14	Société Générale	2015	02/09/2034	15 ans	120 000 €	1,45%	Oui	51 128,93 €	8 217,78 €	34 080,10 €	8 831,05 €
164180	EMPRUNT CE 97,59 KE	15	Caisse Epargne	2016	06/12/2032	12 ans	97 590 €	0,75%	Oui	33 506,95 €	8 283,09 €	25 223,86 €	
164190	EMPRUNT CO 87,2 KE	16	Courtois	2017	02/03/2034	12 ans	87 201 €	0,82%	Oui	37 374,87 €	7 353,40 €	30 021,53 €	
	TOTAL						1 132 791 €			308 280,02 €	69 351,21 €	230 097,82 €	8 831,05 €
Emprunts fonds propres													
1681300	EMPRUNT CO 100 KE	18	Courtois	2019	09/11/2028	5 ans	100 000 €	0,27%	Non				
168140	EMPRUNT CO 400 KE	19	Courtois	2021	24/07/2035	10 ans	400 000 €	0,45%	Non	236 666,34 €	40 000,08 €	160 000,32 €	36 665,94 €
	TOTAL						500 000 €			236 666,34 €	40 000,08 €	160 000,32 €	36 665,94 €
Total Emprunts													
	TOTAL						1 632 791 €			544 946,36 €	109 351,29 €	390 098,14 €	45 496,99 €

5) Fonds propres :

La première application du règlement ANC n° 2018-06 a également généré des évolutions en termes de classement au sein des rubriques constituant le poste « Fonds propres » du bilan. Il s'agit de mouvements de poste à poste, sans impact sur le « Report à nouveau ».

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES (TABLEAU VI)

Variation des fonds propres	Montant à l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant à la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	2 403 177,28 €	174 419,20 €			2 577 596,48 €
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice					- €
Situation nette (sous-total)	2 403 177,28 €	174 419,20 €	- €	- €	2 577 596,48 €
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					- €
Provisions réglementées					
TOTAL DES FONDS PROPRES	2 403 177,28 €	174 419,20 €	- €	- €	2 577 596,48 €

EVOLUTION DES FONDS PROPRES (TABLEAU VI)

2018/2019	2019/2020	2020/2021	2021/2022	2022/2023	2023/2024	2024/2025
1 251 654,20 €	1 398 978,15 €	1 804 445,74 €	2 092 316,83 €	2 313 628,49 €	2 403 177,28 €	2 577 596,48 €

6) Subventions d'investissement :

En application du plan comptable général, les subventions d'équipement destinées à acquérir des immobilisations sont inscrites dans les comptes 13 présentés au passif du bilan dans les fonds propres. Elles font l'objet d'une constatation progressive dans le compte de résultat en produit exceptionnel.

La reprise des subventions d'investissement qui financent des immobilisations amortissables s'effectue sur la même durée et au même rythme que l'amortissement des immobilisations acquises au moyen de ces subventions.

TABLEAUX DE SUIVI DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT (TABLEAUX VII)**131200 - SUBVENTION EQUIPEMENTS REGION**

	Début	Augmentation	Diminution	Fin
RNA	1 357 653,68 €	18 495,00 €	672 281,86 €	703 866,82 €
Total	1 357 653,68 €	18 495,00 €	672 281,86 €	703 866,82 €

131500 - SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT COLLECTIVITES PUBLIQUES

	Début	Augmentation	Diminution	Fin
CAF	162 918,00 €	83 082,00 €	150 000,00 €	96 000,00 €
Total	162 918,00 €	83 082,00 €	150 000,00 €	96 000,00 €

131810 - TAXE D'APPRENTISSAGE AFFECTEE AUX EQUIPEMENTS SCOLAIRES

	Début	Augmentation	Diminution	Fin
TA	310 658,76 €	43 485,34 €	258 784,50 €	95 359,60 €
Total	310 658,76 €	43 485,34 €	258 784,50 €	95 359,60 €

139200 - SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT INSCRITES AU COMPTE DE RESULTAT

	Valeur	Début	Dotation	Reprise	Fin
RNA	1 539 998,96 €	1 026 812,95 €	60 479,52 €	672 281,86 €	415 010,61 €
CAF	150 000,00 €	152 583,55 €	19 199,95 €	150 000,00 €	21 783,50 €
TA	310 395,46 €	285 148,57 €	28 221,15 €	258 784,60 €	54 585,12 €
TOTAL	2 000 394,42 €	1 464 545,07 €	107 900,62 €	1 081 066,46 €	491 379,23 €

7) Provisions

Il n'y a pas de mouvement de provision sur l'exercice

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES PROVISIONS (TABLEAU VIII)

OBJET DES PROVISIONS		Montant à l'ouverture de	Augmentations : dotations de	Diminutions : reprises de l'exercice		Montant à la clôture de l'exercice
				Utilisées	Non utilisées	
PROVISIONS	Risques					
	Pensions et obligations similaires					
	Gros entretien					
	Autres provisions pour charges	- €	160 784,00 €			160 784,00 €
TOTAL		- €	160 784,00 €			160 784,00 €
DOTATIONS ET REPRISES	d'exploitation					
	financières exceptionnelles					

8) Fonds dédiés :

La partie des ressources (dons, subventions, etc.) dédiées par des tiers financeurs à des projets définis qui, à la clôture de l'exercice, n'a pas pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard est comptabilisée au compte de passif « Fonds dédiés » avec pour contrepartie une charge comptabilisée dans le compte « Reports en fonds dédiés ».

Les sommes inscrites au passif en « Fonds dédiés » sont rapportées en produits au cours des exercices suivants dans le compte « Utilisations de fonds dédiés » au fur et à mesure de la réalisation du projet défini.

Le montant global « Utilisations de fonds dédiés » comprend le montant des immobilisations acquises dans l'exercice et affectées à la réalisation d'un ou de plusieurs projets définis.

Pour les immobilisations amortissables ainsi financées, le montant de l'acquisition est rapporté en produits sur la même durée que celle retenue pour l'amortissement des immobilisations.

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES FONDS DEDES (TABLEAU IX)

FONDS DEDES	Montant initial	Fonds à utiliser à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : reports	Diminutions : utilisations en cours d'exercice		Transferts	Fonds restant à utiliser à la clôture de l'exercice	
				Montant	dont remboursements		Montant	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation								
Projet ou catégorie de projet 1								
Projet ou catégorie de projet 2								
...								
Contributions financières d'autres								
ACI	2 436 641,58 €	1 139 635,75 €		81 988,31 €			1 057 647,44 €	
FDI	143 000,00 €	15 608,90 €		13 633,18 €			1 975,72 €	
DIVERS							- €	
Ressources liées à la générosité du								
Projet ou catégorie de projet 5								
Projet ou catégorie de projet 6								
...								
TOTAL	2 579 641,58 €	1 155 244,65 €	- €	95 621,49 €	- €	- €	1 059 623,16 €	- €

V. **NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT :**

1) Méthode retenue pour la comptabilisation des cotisations :

Les cotisations collectées par l'Association pour le compte de l'APEL sont comptabilisées dans un compte de tiers, sans impact sur le résultat, puis reversées à l'APEL.

2) Information sur les concours publics et les subventions :**TABLEAU DE DETAIL DES CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS (TABLEAU X)**

Concours publics et subventions obtenus au cours de l'exercice	Exercice N	Exercice N-1
Aides à l'emploi	13 885,72 €	11 093,11 €
Aides au développement des compétences		
Financement par la taxe d'apprentissage des formations	3 363,92 €	23 420,04 €
Forfaits d'externat		
dont forfait Etat	519 566,75 €	477 638,73 €
dont forfait Région	1 009 684,00 €	916 812,00 €
dont forfait Département		
dont forfait Communes et groupements de communes		
Concours publics affectés à la formation professionnelle continue		
Concours publics de l'Etat relatifs à l'enseignement agricole		
Autres concours publics		
Sous-total concours publics	1 546 500,39 €	1 428 963,88 €
Subventions État	1 195,80 €	3 834,00 €
Subventions Région	156 876,68 €	151 021,59 €
Subventions Département		
Subventions Communes et groupements de communes		
Autres subventions d'exploitation		
dont Mairie (Crèche)	126 872,33 €	134 745,00 €
dont CAF (Crèche)	198 915,03 €	208 645,17 €
dont autre		
Report de subventions		
Sous-total subventions d'exploitation	483 859,84 €	498 245,76 €
Total concours publics et subventions d'exploitation	2 030 360,23 €	1 927 209,64 €

3) Ventilation des produits :**TABLEAU DE VENTILATION DES PRODUITS (TABLEAU XI)**

	Lycée	CFC/UFA	Crèche	Restauration	Total
Produits					
- Prestations de services	1 172 413 €	272 734 €	86 561 €	292 390 €	1 824 098 €
- Concours publics	1 537 136 €	- €	6 000 €	- €	1 543 136 €
- Subventions d'exploitation	16 320 €	145 116 €	325 787 €	- €	487 224 €
- Autres produits divers	71 351 €	8 005 €	1 928 €	- €	81 285 €
- Reprise amortissements/prov.	162 676 €	9 819 €	19 200 €	12 278 €	203 973 €
Total	2 959 897 €	435 674 €	439 476 €	304 668 €	4 139 715 €

4) Effectif employé pendant l'exercice :**TABLEAU DES EFFECTIFS (TABLEAU XII)**

AU 31/08/2025	TOTAL	Temps Plein	Temps Partiel	dont CUI	ETP 2024/2025	ETP 2023/2024	ETP 2022/2023	ETP 2021/2022	ETP 2019/2020	ETP 2018/2019	ETP 2017/2018
Direction	1	1			1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00
Administration	6	6			6,00	6,00	6,14	7,00	6,00	6,00	6,00
Entretien Locaux	1	1			1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	3,00
Encadrement	12	7	5		9,37	9,95	9,90	9,28	9,43	8,66	8,66
Pédagogie	2	2			2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00
Crèche	8	8			8,00	8,00	7,32	6,39	7,00	7,57	7,00
Centre de formation	5	3	2		4,07	6,00	3,00	3,87	2,00	2,57	2,57
Total Association	35	28	7	0	31,44	33,95	30,36	30,54	28,43	28,80	30,23

5) Rémunération des dirigeants :

Au titre de l'exercice, l'Ogec a versé à ses dirigeants les rémunérations brutes suivantes :

- Total des rémunérations brutes annuelles hors avantages en nature (a) : 103 998,88 €
- Total des avantages en nature bruts (b) : 0 €
- Total des rémunérations (a+b) : 103 998,88 €

6) Honoraires des commissaires aux comptes :

Montant des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice : 16 458 €

7) Rattachement des charges et des produits à l'exercice :

- Produits et charges imputables à un autre exercice :
Produits constatés d'avance : 179 670,15 €
Charges constatées d'avance : 66 301,13 €
- Charges à payer et produits à recevoir rattachés aux postes de dettes et de créances :
Charges à payer : 7 601,00 €
Produits à recevoir : 10 927,18 €

8) Charges et produits exceptionnels :

- | | | |
|-----------------------------|---------------------------|--------------|
| • Produits exceptionnels : | Sur opérations de gestion | 18 021,20 € |
| | Sur opérations en capital | 107 900,62 € |
| • Charges exceptionnelles : | 0,00 € | |

VI. AUTRES INFORMATIONS

1) Informations sur les conventions réglementées :

Convention passée au cours de l'exercice écoulé entre l'Association Bel Orme et une société dirigée par l'un de ses administrateurs :

Nom de la société : Ellipse Affichage Aquitaine

Activité de la société : Publicité

Nom de l'administrateur et dirigeant de la société : Stanislas d'Anthonay

Objet de la convention : Affichage publicitaire, affiches, enseigne

Montant des prestations : 4 812,00 € TTC

2) Engagements pris en matière de crédit-bail :

TABLEAU DES ENGAGEMENTS PRIS EN MATIERE DE CREDIT-BAIL (TABLEAU XIII)

Financier	Contrat	Fin contrat	Redevances payées		Redevances restant à payer				Prix d'achat résiduel
			de l'exercice	cumulées	≤ 1 an	> 1 an et ≤ 5 ans	> 5 ans	cumulées	
BNP LEASING / ERYMA / ALARME	A1N50429	avr-28	1 917,40 €	5 193,22 €	1 917,40 €	3 355,45 €		5 272,85 €	- €
CMC-CIC / KONICA / COPIEUR	CH6964600	avr-26	5 230,80 €	11 757,60 €	3 934,80 €			3 934,80 €	- €
TOTAL			7 148,20 €	16 950,82 €	5 852,20 €	3 355,45 €	- €	9 207,65 €	

3) Contributions volontaires en nature :

L'association n'a pas bénéficié de contributions volontaires en nature lors de l'exercice

